

BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de la Guyane



Olivier GUISERIX
Président du tribunal
administratif de la Guyane

“ Le tribunal administratif de la Guyane a connu en 2025 une activité en forte expansion avec 2 206 affaires jugées. Le nombre d'affaires enregistrées a atteint 2 424, soit un niveau jamais atteint. En dépit de cette forte croissance (35 %), le nombre de dossiers de plus de deux ans en attente d'être jugés a été maintenu en deçà de 1 %.

Cette année 2025 a également été marquée par un niveau toujours plus élevé du nombre de référés urgents traduisant une demande de justice en temps réel.

Le tribunal a ainsi jugé plusieurs affaires emblématiques, notamment l'exploitation d'une mine aurifère sur la crique Citron à Grand Santi et la prolongation d'une concession de mines d'or sur le territoire des communes de Mana et de Saint-Elie.



Animé par la volonté de faire mieux connaître la place de la justice administrative dans la société et son rôle de tribunal de proximité, les équipes de la juridiction ont accueilli plusieurs élèves lors d'audiences collégiales et sont intervenues à de nombreuses reprises devant des publics jeunes dans des établissements scolaires tant à Cayenne qu'à Saint-Laurent du Maroni et à l'occasion d'événements tels que la Nuit du droit devant un parterre d'étudiants.



Effectifs de la juridiction :

17

personnes dont :

5

magistrates
et magistrats

12

agentes et agents de greffe
et aides à la décision

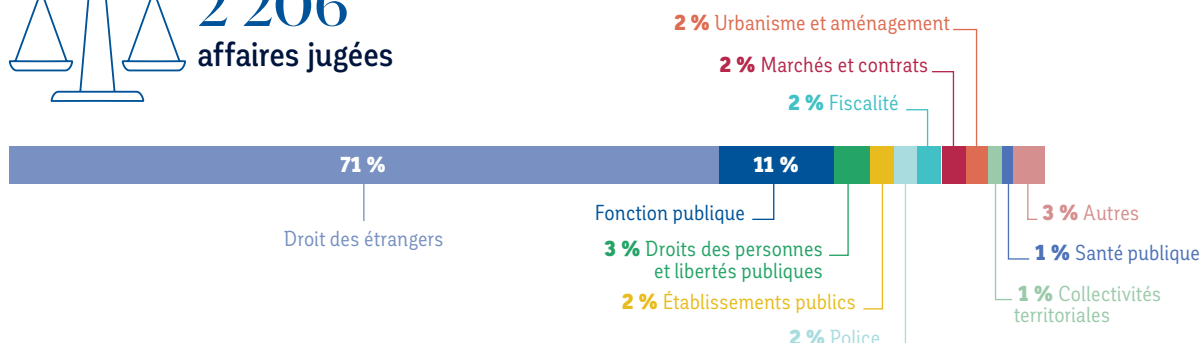
De même, soucieux de contribuer à la formation des futurs juristes guyanais, plus de la moitié des magistrats du tribunal sont intervenus auprès des élèves de la première année d'activité de l'Institut d'études judiciaires, en partenariat avec l'Université de Guyane.

Enfin, la juridiction se réjouit du démarrage de la construction du nouveau tribunal, composante de la future cité de justice de Cayenne.

2025 en chiffres



2 206
affaires jugées



Collectivités territoriales : relations des collectivités territoriales entre elles, avec l'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Établissements publics : organisation, fonctionnement, finances et responsabilités des établissements publics

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Marchés et contrats : marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Santé publique : responsabilité des hôpitaux dans les actes de soin et réglementation sanitaire

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



1 032
affaires jugées en urgence (référés)

+ 32 % par rapport à 2024



2 425
affaires enregistrées

+ 34 % par rapport à 2024



8 mois et 18 jours
de délai moyen de jugement

- 99 jours par rapport à 2024



69 %
des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



3
médiations engagées